

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
Cellule C3
320 chemin de Maquens – ZI La Bouriette
CS 70069
11890 Carcassonne Cedex 09

Carcassonne, le 23/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



Société ONYX LANGUEDOC ROUSSILLON

765, rue Henri Becquerel
34000 MONTPELLIER

Références : UID11/66-C3-2022-291

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/04/2022 dans l'ancienne décharge de la Société ONYX LANGUEDOC ROUSSILLON implantée au lieu-dit « La Cavayère » située sur les communes de CARCASSONNE et PALAJA. L'inspection a été annoncée le 21/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection intervient afin de prendre connaissance du site et de faire un bilan à l'issue de la période de suivi post-exploitation 2014-2019.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société ONYX LANGUEDOC ROUSSILLON
- La Cavayère sur Palaja et Carcassonne 11000 CARCASSONNE
- Code AIOT dans GUN : 0006600048
- Régime : Cessation d'activité

La Société ONYX LANGUEDOC ROUSSILLON assure la remise en état et la surveillance de l'ancienne décharge d'ordures ménagères réaménagée de « la Cavayère » sur le territoire des communes de Carcassonne et de Palaja.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- bilan quinquennal 2014-2019
- poursuite du programme de surveillance complémentaire conformément à l'article 1 de l'arrêté préfectoral N° 2014024-0009 du 29 janvier 2014

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 27/04/2022 de l'établissement Société ONYX LANGUEDOC ROUSSILLON implanté au lieu-dit « La Cavayère » située sur les communes de CARCASSONNE et PALAJA, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Les prescriptions relatives aux dispositions contrôlées et rappelées ci-après feront ultérieurement l'objet d'un **arrêté préfectoral complémentaire** afin d'être modifiées :

- nom : Mémoire quinquennal - Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/01/2014
article : 3

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Mémoire quinquennal	AP Complémentaire du 29/01/2014, article 3	/	Prescriptions complémentaires

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Programme de surveillance trimestriel	AP Complémentaire du 29/01/2014, article 1	/	Sans objet
Bilan annuel	AP Complémentaire du 29/01/2014, article 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La période quinquennale de remise en état et de surveillance de la décharge, mentionnée dans l'arrêté préfectoral n° 2014024-0009 du 29 janvier 2014, a pris fin en 2019. L'exploitant a fourni les différents bilans de suivi.

A l'issue de cette période de suivi post-exploitation, l'inspection des installations classées demande de poursuivre la surveillance pour une nouvelle période de 5 ans. Il sera proposé un nouvel arrêté préfectoral dans ce sens.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Programme de surveillance annuel

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/01/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, suivi géotechnique
Prescription contrôlée : Ce programme de surveillance doit notamment comprendre : Annuellement : un suivi géotechnique du site permettant d'assurer la stabilité des talus et le profil nécessaire à la bonne gestion des eaux pluviales ; un contrôle de l'état des sédiments du milieu récepteur direct par le biais d'un prélèvement effectué à environ 50 m à l'aval du point de rejet du drain collecteur des fuites des digues des bassins de collecte des lixiviats ; l'analyse doit porter a minima sur les paramètres métaux totaux, fer total ; un point zéro servant de comparatif doit être effectué sur un prélèvement de sédiment réalisé sur un affluent du ruisseau des Combarelles non affecté par la décharge.
Constats : Le suivi de la stabilité du site est réalisé par des mesures altimétriques annuelles sur 9 plots témoins. Cependant les plots numérotés 4, 5, 6 et 9 n'ont pas été retrouvés par le géomètre depuis la campagne de mesure faite en 2018. Sur site, l'inspection des installations classées n'a pas pu identifier ces plots manquants car la végétation était trop dense. De plus, suite au glissement en milieu de talus (plot n° 5) visible en 2015, l'absence des autres plots (n° 4 et 6) sur le même talus empêche le suivi de ce glissement. Les 4 plots manquants doivent être retrouvés ou réinstallés afin de permettre le suivi convenable de la stabilité des talus. Les valeurs de l'analyse réalisée sur le prélèvement du point 0 (ruisseau des Combarelles) montrent des valeurs en Al, Cu, Mn, Ni et Zn supérieures aux valeurs des différents prélèvements faits durant la période quinquennale. Afin de disposer d'un référentiel plus objectif, il est recommandé de déterminer un nouveau point de référence, non influencé, pour les prochaines campagnes de suivi.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Programme de surveillance semestriel

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/01/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, recherche de fuites
Prescription contrôlée : Semestriellement : une recherche et résorption d'éventuelles fuites de lixiviats non drainées, au droit du talus ouest de fermeture de la décharge et des digues des bassins de collecte des lixiviats ; l'entretien du système de collecte des lixiviats et des eaux pluviales (fossés, bassins, déversoir du bassin des eaux pluviales) ;
Constats : La recherche et résorption d'éventuelles fuites de lixiviats n'est pas formalisé dans les rapports de suivi annuel ou dans le rapport quinquennal. Il est attendu un compte-rendu de ces recherches lors de chaque campagne. L'entretien du site est résumé dans le rapport quinquennal mais sans faire état des travaux réalisés annuellement. Un complément d'information est souhaitable dans les prochains rapports.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Programme de surveillance trimestriel

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/01/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, dépassement des valeurs
Prescription contrôlée : Trimestriellement : un contrôle du rejet des eaux drainées en pied de digue des bassins de collecte des lixiviats portant à minima sur les paramètres DCO, DBO, NTK, fer total ; En cas de dépassement significatif des valeurs ci-après, une mesure complémentaire de contrôle est réalisée dans les meilleurs délais, ces informations sont portées à la connaissance de l'inspection des installations classées.
Constats : Les contrôles du rejet des eaux drainées ont été réalisés. L'inspection des installations classées note un dépassement de la DCO durant le 2ème trimestre 2018 qui pourrait être expliqué, comme l'indique l'exploitant, par une pluviométrie particulièrement élevée à cette période.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Bilan annuel

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/01/2014, article 2
Thème(s) : Autre, documentation
Prescription contrôlée : La Société ONYX Languedoc-Roussillon, doit adresser à l'inspection des installations classées annuellement à compter de la notification du présent arrêté, un bilan de suivi réalisé, accompagné des dispositions prises, prévues ou proposées pour répondre à toute situation anormale relevée.
Constats : L'exploitant a fourni les bilans de suivi pour chaque année entre 2014 et 2019.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mémoire quinquennal

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/01/2014, article 3
Thème(s) : Autre, suites à donner
Prescription contrôlée : A l'issue de la période de suivi de 5 ans à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant doit adresser à l'inspection des installations classées un mémoire sur l'état du site, accompagné d'un plan topographique à jour, d'une appréciation de l'impact sur son environnement et d'une proposition argumentée des suites à donner au réaménagement du site et à sa surveillance (prolongement ou arrêt). L'inspection des installations classées pourra alors proposer un nouveau programme de surveillance par le biais d'un nouvel arrêté de prescriptions complémentaires ou constater par procès-verbal de récolement l'absence de nécessité d'un programme de surveillance spécifique.
Constats : Le mémoire quinquennal, pour la période 2014-2019, a bien été transmis à l'inspection des installations classées. La proposition des suites à donner à la surveillance du site n'est pas suffisamment argumentée. Au regard de certaines imprécisions relevées dans le rapport quinquennal, de l'absence partielle de contrôles géotechniques sur certains plots de suivi, et des résultats de la surveillance réalisée, il apparaît nécessaire de poursuivre le suivi du site pour une nouvelle période quinquennale. Un nouvel arrêté préfectoral sera proposé prochainement à cet effet.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

